

Changements climatiques : Intensifier les efforts ou sombrer

Dossier de la rédaction de H2o
November 2021

On estime que les coûts de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement sont cinq à dix fois supérieurs aux flux de financement public qui lui y sont actuellement destinés. Moins d'un tiers des 66 pays ont financé des mesures de relance à la suite de la COVID-19 pour faire face aux risques climatiques.

Alors que les nations se réunissaient à Glasgow pour le dernier cycle de négociations sur le climat, un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) exhorte à des efforts urgents pour augmenter le financement et la mise en œuvre de mesures pour l'adaptation aux effets croissants des changements climatiques. Le Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation 2021. La tempête qui se prépare (The Adaptation Gap Report 2021: The Gathering Storm) révèle même si les politiques et la planification de l'adaptation aux changements climatiques se développent, son financement et sa mise en œuvre sont encore loin d'être à la hauteur des besoins. En outre, le rapport constate que l'occasion de tirer profit de la relance budgétaire après la pandémie de COVID-19 pour donner la priorité à une croissance économique verte, qui aide également les nations à s'adapter aux effets de la crise climatique tels que les sécheresses, les tempêtes et les incendies de forêt, est largement manquée. "Alors que le monde cherche à intensifier ses efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, efforts qui sont encore insuffisants partout, la communauté internationale doit également faire beaucoup plus d'efforts en matière d'adaptation aux changements climatiques", a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE. "Même si nous arrivons à réduire les émissions de gaz à effet de serre ce jour-même, les effets du changement climatique se feraient sentir pendant de nombreuses décennies. Pour réduire de manière significative les dommages et les pertes dus au changement climatique, il faut radicalement revoir nos ambitions à la hausse en matière d'adaptation, de financement et de mise en œuvre. Et il faut le faire maintenant."

Le financement de l'adaptation reste faible - Les promesses actuelles contenues dans l'Accord de Paris prévoient un réchauffement mondial de 2,7 °C d'ici la fin du siècle. Même si le monde limite le réchauffement à 1,5 °C ou 2 °C, comme le prévoit l'Accord, de nombreux risques climatiques subsistent. Bien qu'une forte atténuation soit le meilleur moyen de réduire les impacts et les coûts à long terme, il est essentiel d'accroître les ambitions en matière d'adaptation, en particulier son financement et sa mise en œuvre, afin d'éviter que les écarts existants ne se creusent. Le rapport constate que les coûts de l'adaptation se situent probablement dans la fourchette haute de l'estimation de 140 à 300 milliards de dollars par an d'ici 2030 et de 280 à 500 milliards de dollars par an d'ici 2050 uniquement pour les pays en développement. Les flux de financement climatique vers les pays en développement pour la planification et la mise en œuvre de l'atténuation et de l'adaptation ont atteint 79,6 milliards de dollars en 2019. Dans l'ensemble, les coûts de l'adaptation estimés dans les pays en développement sont cinq à dix fois supérieurs aux flux de financement public actuels de l'adaptation, et l'écart se creuse.

L'opportunité de la relance après la COVID-19 n'a pas été saisie - Des mesures de relance budgétaire d'une valeur de 16 700 milliards de dollars ont été déployées dans le monde entier, mais seule une petite partie de ces financements est dédiée à l'adaptation. Moins d'un tiers des 66 pays étudiés avaient explicitement financé des mesures COVID-19 pour faire face aux risques climatiques en juin 2021. Dans le même temps, l'augmentation du coût du service de la dette, combinée à la diminution des recettes publiques, pourrait entraver les futures dépenses publiques en matière d'adaptation, en particulier dans les pays en développement.

Quelques progrès dans la planification et la mise en œuvre - Bien que les premiers jalons indiquent que les processus d'élaboration des plans nationaux pour l'adaptation ont été perturbés par la COVID-19, des progrès ont été réalisés dans les programmes nationaux de planification de l'adaptation. Environ 79 % des pays ont adopté au moins un instrument de

planification de l'adaptation au niveau national, tels un plan, une stratégie, une politique ou une loi. Au moins 65 % des pays ont mis en place un ou plusieurs plans sectoriels, et au moins 26 % ont un ou plusieurs instruments de planification infranationaux. Parallèlement, la mise en œuvre des mesures d'adaptation continue de progresser lentement. Les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) révèlent que les dix principaux donateurs ont financé plus de 2 600 projets principalement axés sur l'adaptation entre 2010 et 2019. Les projets sont également de plus en plus importants, un plus grand nombre d'entre eux attirant un financement supérieur à 10 millions de dollars.

Malgré ces progrès, le rapport indique qu'il est nécessaire de faire preuve de plus d'ambition en matière de financement et de mise en œuvre. Le monde doit accroître le financement public de l'adaptation grâce à des investissements directs et en surmontant les obstacles à la participation du secteur privé. Le rapport indique également que les gouvernements devraient profiter du redressement budgétaire à la suite de la pandémie pour donner la priorité aux interventions qui permettent à la fois la croissance économique et la résilience au changement climatique.

PNUE